

ABONNEMENTS

LES ABONNEMENTS datent des 1er et 16 de chaque mois et se paient d'avance.
LOT ET DÉPARTEMENTS LIMITROPHE
Trois mois..... 5 fr.
Six mois..... 9 fr.
Un an..... 16 fr.
AUTRES DÉPARTEMENTS
Trois mois 6 fr., Six mois 11 fr., Un an 20 fr.

JOURNAL DU LOT

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE ET COMMERCIAL

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

BUREAUX

A CAHORS, IMPRIMERIE DE A. LAYTOU, RUE DU LYCÉE.

INSERTIONS

LES INSERTIONS sont reçues au Bureau du Journal du Lot et se paient d'avance.
Annonces... 25 c la ligne
Réclamations... 50 c.

M. Havae, rue J.-J. Rousseau, 3
M. Laffite et Co, place de la Bourse 8, sont seuls chargés à Paris de recevoir les annonces pour le Journal du Lot.

Envoyer avec la demande d'abonnement un bon de poste.

L'acceptation du 1er numéro qui suit un abonnement fini est considérée comme un réabonnement. Avis de renvoyer ce numéro, quand on voudra se désabonner

La publication des Annonces Judiciaires et Légales est libre dans tous les Journaux du département.

Compagnie du Chemin de fer d'Orléans.—Service d'Été.

Table with 12 columns: Station, Omnibus mixte, Poste mixte, Omnibus mixte, Station, Poste mixte, Omnibus mixte, Station, Omnibus mixte, Poste mixte, Omnibus mixte, Station. Lists routes between Cahors, Paris, Bordeaux, etc.

Cahors, le 28 Juillet 1874

Nos lecteurs n'ont pas besoin que nous disions combien grande est notre joie, de voir que le parti conservateur vient de se retrouver presque tout entier.

Nous aurions voulu que les amis de l'Empire imitassent les membres de l'extrême-droite qui, malgré certaines défiances, se sont rangés autour du Maréchal qui est le grand et le véritable vainqueur. Ils ont été blessés de quelques paroles très-vives de M. Lambert de Sainte-Croix et de M. de Broglie contre le gouvernement impérial; mais nous aurions d'autant mieux applaudi à leur conduite si, après avoir repoussé la proposition Casimir Périer, ils s'étaient prononcés contre l'urgence de la proposition de dissolution et ensuite pour la prorogation de l'Assemblée nationale.

Les séances des 23 et 24 juillet peuvent se résumer ainsi :

- Ni République;
Ni dissolution;
Ajournement des lois constitutionnelles;
Vacances de l'Assemblée, et repos du Pays après les agitations tentées par les révolutionnaires de toute espèce.

Il ne faut pas se dissimuler qu'avant son départ, qui aura lieu probablement d'ici à dix ou douze jours, l'Assemblée aura encore à subir les ruses, les embûches et les tentatives des vaincus des 23 et 24 juillet. Ces gens-là supputent, chaque jour, les membres présents et les membres absents à Versailles, afin de tenter quelque audacieuse équipée contre la paix des esprits et la reprise des affaires. Habituellement, les propositions renvoyées à la commission d'initiative parlementaire ne sont rapportées que bien plus tard en séance publique. En ce moment, la dernière commission d'initiative se trouvant composée d'une majorité de gauche, il arrive que, dès le lendemain du rejet de l'urgence sur la proposition de dissolution, cette commission, régulièrement saisie, a baclé son travail en un seul jour, de telle sorte que le rapport rédigé sur l'heure va être apporté à la tribune de l'Assemblée. Quels laborieux citoyens que messieurs de la gauche ! Toutefois, ils ne réussiront pas à modifier le vote, qui n'a pas seulement repoussé l'urgence de la dissolution, mais qui, en réalité, s'est attaqué directement au fond même de la question. Ils ont ensuite eu simplement le plaisir de se donner un moment de faux espoir, en contraignant l'Assemblée à des débats stériles.

Voici maintenant quelques appréciations sur ces deux séances des 23 et 24 juillet.

1° — Journée du 23 juillet.

On lit dans la Patrie :

Messieurs les républicains et messieurs les radicaux, qui appellent factieux les députés ou les publicistes demandant le rétablissement d'une monarchie, comprendront sans doute qu'en présence du scrutin du 23 juillet, ils seraient factieux à leur tour, en essayant d'imposer un régime repoussé par les représentants de la nation. La chose peut être pénible à entendre pour les gauches, mais il faut bien la dire : Les hommes du 4 septembre, leurs amis anciens ou nouveaux, leur république modérée ou radicale, tout cela s'est vu infliger, à son tour, un « vote de déchéance. »

Voilà un homme, un soldat loyal et « légal, » suivant la nouvelle expression de M. de Broglie, qui, repoussant toutes les finesses et inaccessible aux habiletés, dit loyalement ce qu'il croit indispensable pour assurer le règne de la légalité et le dit imperturbablement, toujours, sans ostentation, mais sans faiblesse. Il nous paraît que, dans les temps d'anarchie où nous sommes, le maréchal possède un mérite politique bien salutaire et bien puissant : le mérite de savoir d'où il vient, où il est, où il va. Or, sachant ainsi ce qu'il veut, il fait facilement comprendre sa volonté à la nation, qui, satisfaite d'entendre enfin un langage clair, de voir un homme qui marche droit devant lui, écoute volontiers cette voix et suit cet homme en toute confiance.

Quand la République baisse, le pays se relève; quand elle végète, la France prospère. On a tué la République ou du moins on l'a grièvement blessée; donc, nous pouvons vivre.

On lit dans la Gazette de France :

La république a été rejetée par 369 voix contre 333.

Les efforts réunis des républicains de toutes nuances et de toute origine n'ont pu triompher du bon sens d'une Assemblée trop française, malgré ses divisions, pour infliger au pays un gouvernement républicain.

La république du 4 septembre n'a pu obtenir un acte régulier d'existence. On lui a refusé son état civil. Elle reste ce qu'elle était une intruse : ou, comme le disait M. Thiers à Bordeaux, un fait, « rien qu'un fait. » Elle n'a pour elle ni le droit ni la légalité. Elle n'existe que par le titre seul, qu'on a eu la faiblesse et qu'on a l'inconséquence de ne pas supprimer.

On lit dans Paris-Journal :

C'est la modération qui doit être conseillée au gouvernement après sa victoire. Il ne doit pas plus traiter en ennemis et en suspects les députés du centre gauche tels que MM. Dufaure et Casimir Périer, qui acceptent le septennat et s'inclinent devant lui, que les députés de l'appel au peuple ou les royalistes qui respectent le vote du 20 novembre, tout en demeurant fidèles à leurs convictions et en réservant l'avenir.

Le parti conservateur retrouve ses forces dès qu'il se replace sur le terrain du 24 mai. S'en écarte-t-il, au contraire, il est perdu, il est frappé d'impuissance et condamné par ses divisions à la stérilité et à la mort. Donc il faut revenir au programme du 24 mai, qui n'exclut aucune des fractions du parti conservateur, et qui, au contraire, les appelle toutes.

L'article suivant du Constitutionnel est d'autant plus digne d'attention, que le Cons-

titutionnel est connu par ses préférences bonapartistes :

Des témoignages d'admiration ont salué le discours de M. de Broglie. Nous serions tentés d'y ajouter. Ce discours est le sujet de toutes les conversations. On accordait beaucoup à M. de Broglie; les plus enclins à le surfaire s'aperçoivent qu'ils le connaissent mal.

Cette fois, il s'est révélé tout entier, plus qu'orateur disert, plus que politique habile et souple; il s'est révélé penseur, écrivain, homme d'Etat hors de pair.

Il est de race, du reste. Quelle belle ascendance ! Necker, madame de Staël, M. le duc de Broglie. Et un nom qu'il ne faut pas oublier, celui de madame de Broglie la mère, morte jeune, presque inconnue du public, et peut-être la femme la plus éminente de ce siècle.

Dans le discours de M. de Broglie, si ample, si divers et si serré, il y a la substance d'un livre. C'est presque un coup-d'œil définitif sur l'histoire et la philosophie de nos révolutions. Là où l'orateur a été le plus fièrement démonstratif c'est quand il a fait voir qu'il y a autant de républiques que de têtes républicaines. Tous les maux dont, à tort ou à raison, plus à raison qu'à tort, le terme de République fait soudain apparaître la perspective, sont dénoncés par cette considération qu'on ne saurait jamais assez répéter, assez rendre populaire et banale.

Analysons :

Avec la monarchie, selon qu'elle adopterait les lys, l'aigle ou le coq, on aurait plus ou moins de liberté politique, voilà tout; c'est l'extrême du danger et du mal auquel on est exposé. Les formes diffèrent; on peut être contrarié et chagriné dans ses goûts et dans ses préférences; on ne serait frappé ni menacé dans ses intérêts essentiels, dans les fruits de son travail, dans les droits de sa conscience, dans la sécurité de sa personne.

On aménagerait, on meublerait la maison de telle ou telle manière; mais la maison subsisterait et resterait sur ses fondements. La République, elle, commence par la démolir et ne la rebâtit point; elle vous jette sur le pavé, si non sous les pavés. Ce n'est pas que les plans et les devis lui manquent: il y a le projet Casimir Périer, le projet Gambetta, le projet Louis Blanc, le projet Vermech, etc., autant de projets assurément qu'en fitnaître le nouvel opéra. Qu'advient-il de nous, pauvres hères, déposés dans la rue ou à Mazas, avant qu'on soit tombé d'accord sur le projet à adopter, sur l'emplacement et les matériaux. Sans compter que les conceptions architecturales de beaucoup de ces loquables artistes gravitent autour du Mont-de-Piété ou de la Morgue!

Le mot de République est vague; sa signification terriblement élastique, va de doctrines raisonnables et inoffensives jusqu'aux plus monstrueuses utopies, des Girondins jusqu'à Marat, de M. Grévy jusqu'à Raoul Rigault.

Il est, en outre, dans le tempérament des républicains d'être agités d'une sorte de danse de Saint-Guy, ou de delirium tremens, qui ne leur permet pas de rester en repos, ni d'y laisser les autres. Ils ne cherchent qu'à renchérir les uns sur les autres; l'excès est leur pôle, et le pire est le but du progrès tel qu'ils le conçoivent.

De toutes ces républiques, diverses d'essence, unifiées de nom, laquelle sortirait de l'urne, si notre main osait affronter cette formidable loterie? Et cette République, que nous nous serions donnée dans un moment d'abandon de nous-mêmes, d'aboies et de détresse de cœur, la garderions-nous?

Une fois que nous serions embarqués dans ce train, plus d'aiguilleurs, plus de disques, plus de poteaux. Il nous faudrait filer à toute vapeur vers la station de l'inconnu et, si nous ne déraillions, tomber dans les

bras d'un chef de gare qui pourrait être M. Pyat, M. Blanqui, M. Régère !

92, 1848, le 4 septembre l'attestent avec une éloquence uniforme et lugubre. On va de Vergniaud et de Roland à Babœuf; on va de Lamartine à Flottes; on va du général Trochu à Delescluze; et cela invariablement. Les extrêmes poussent et prévalent toujours. Violenti rapiunt illud, aux violents la victoire !

Autrement, quelle intelligence n'accepterait avec joie la République, quel intérêt ne s'abriterait avec confiance sous la République, si elle était faite pour rester en des mains modérées, honnêtes et loyales ! Quelle conception de gouvernement est plus simple, plus rationnelle, plus logique, plus digne d'un peuple mûr, jaloux d'être libre, jaloux de gérer lui-même ses affaires !

Mais cette saine et honorable République, c'est à à peines'il nous a été donné de l'entrevoir quelques semaines; et toujours elle a été le prélude d'odieuses et répugnantes violences, prélude des guillotines, prélude des journées de juin, prélude de la Commune !

La République traîne au pied ce boulet de néfastes souvenirs; et c'est par ce boulet qu'elle est et sera longtemps encore boiteuse, estropiée, paralysée !

2° — Journée du 24 juillet.

On lit dans la Patrie :

Les vacances parlementaires sont une nécessité, et en les décrétant, l'Assemblée fera un acte de sagesse politique.

Mais s'il n'y a pas de doute sur ce point, il y a des réserves assez sérieuses à faire sur la question de la durée.

La prorogation est comme toutes les choses, même les plus opportunes et les meilleures; il convient de n'en point abuser. La date du 5 janvier indiquée par M. Malartre paraît à tout le monde bien lointaine; il ne faut pas que ces vacances prennent un autre caractère, et autorisent les adversaires de la Chambre à l'accuser de vouloir se perpétuer sans siéger et sans travailler.

Du reste, l'urgence de la prorogation seule est votée; la commission va préparer son rapport; elle fera sa proposition sur les dates à fixer, et la discussion pourra les modifier encore. On peut donc espérer que, tout en se donnant d'amples vacances bien méritées, tout en assurant aux esprits une large période d'apaisement, la Chambre n'abusera de rien, — pas même du repos.

Le Pays se sépare des députés bonapartistes sur la question de l'ajournement des lois constitutionnelles :

Il est fort intéressant de disputer sur les mérites respectifs de la République et de la Monarchie; il l'est encore plus de s'appliquer à faire triompher l'une ou l'autre de ces deux formes gouvernementales : mais le commerce et l'industrie, dont tout le monde sait la situation, ne vivent pas de ces disputes et de ces luttes; ils gagneront à la prorogation quelques mois moins troublés, et, avec l'habitude que nous avons prise, depuis le 4 Septembre, de vivre au jour le jour, c'est pour l'industrie et le commerce un bienfait inespéré que cette trêve.

Nous comprenons donc la pensée qui a guidé le gouvernement, et, dans ces conditions, nous n'avons pas le courage de le juger avec autant de sévérité que le font les républicains.

